

gué, et en lui adjoignant un nouveau délégué, choisi parmi ses membres de langue non française, pour mieux affirmer le caractère international de cette œuvre de paix, d'harmonie et de fraternité.

DISCUSSION

M. Couturat commence par rappeler et résumer son rapport : la *Délégation pour l'adoption d'une langue auxiliaire internationale* comprend aujourd'hui les délégués de 200 Sociétés ou Congrès qui ont adhéré à son programme ; et elle a recueilli l'approbation écrite et signée de 700 membres des Académies et des Universités. Elle a déterminé un mouvement d'opinion qui, très puissant en France, se propage progressivement dans tous les pays d'Europe et dans quelques pays d'Amérique. Ou plutôt, elle se borne à organiser et à centraliser ce mouvement, pour lui assurer un effet pratique et préparer la solution définitive du problème.

L'adoption d'une langue internationale apparaît aujourd'hui comme la conséquence nécessaire de tous les progrès matériels et moraux de l'humanité. Elle s'impose de plus en plus en vertu du perfectionnement des moyens de communication, et de la multiplication des relations internationales qui s'en est suivie. Mais bien aveugle serait celui qui ne verrait là qu'un progrès d'ordre mécanique et industriel, et méconnaîtrait la transformation radicale qui en est résultée dans les relations intellectuelles, sociales et morales des peuples civilisés. Les personnes les moins favorables à notre idée n'ont pu s'empêcher d'être frappées du développement tout récent des organismes scientifiques ou économiques d'ordre international ; eh bien : « La langue auxiliaire est le complément, le couronnement de toutes nos institutions internationales » (H. SCHUCHARDT). La langue internationale se fera donc, c'est certain ; toute la question est de savoir si elle se fera « toute seule », ou si nous la ferons. Elle peut assurément se faire toute seule, en vertu des causes pour ainsi dire automatiques que je viens d'indiquer ; mais cette évolution naturelle peut être très longue, et le résultat peut en être très imparfait. Ne vaut-il pas mieux que les hommes éclairés s'entendent, et s'unissent pour hâter ce résultat d'une évolution inévitable, et pour le faire profiter de toutes les lumières de la science ? Les savants de tout ordre ne peuvent pas se désintéresser de la constitution d'une langue scientifique commune, alors qu'ils s'efforcent de réaliser l'uniformité des nomenclatures, des notations et des mesures ; car autrement ils n'auraient plus le droit de se plaindre, si la langue internationale adoptée par les commerçants et les gens pratiques ne répondait pas à leurs besoins. Cette œuvre réclame le concours, non seulement de la philologie, mais de la logique, de la psychologie, de toutes les sciences et de toutes les compétences ; et nous y travaillons nous-même, dans la mesure de nos forces, en préparant le vocabulaire philosophique international. C'est pourquoi nous voulons confier le choix de la langue auxiliaire à l'*Association des Académies*, qui représente à la fois la plus haute compétence scientifique et la plus grande

autorité internationale. On nous dit que ces grands corps sont lents à s'émouvoir, et paraissent rester jusqu'ici indifférents ou même sceptiques à l'égard de notre entreprise. Nous avons de bonnes raisons pour croire le contraire, puisque non seulement nous avons l'approbation individuelle de nombreux académiciens, mais que plusieurs Académies se sont déjà occupées de notre projet et lui ont fait un favorable accueil. Il nous paraît impossible que les Académies restent sourdes aux vœux des nombreuses Sociétés savantes que comprend déjà la *Délégation*. Mais, s'il en devait être ainsi, si l'*Association des Académies*, pour une raison quelconque, se récusait, et déclinait l'honneur que nous lui faisons en la prenant pour arbitre suprême, notre œuvre n'avorterait pas pour cela. Il est évidemment impossible que les intérêts des centaines de Sociétés et des millions d'hommes que représentera la *Délégation* soient tenus en échec et frappés de nullité par une autorité quelconque. Nous avons dû prévoir ce cas, si peu probable qu'il nous paraisse ; et à défaut des Académies, le choix de la langue auxiliaire serait confié à un Comité international élu par la *Délégation* et composé des savants les plus éminents, pris au besoin en dehors de la *Délégation*. Un tel Comité (dont nous ne serions pas embarrassés, dès maintenant, de trouver les éléments parmi les savants illustres qui patronnent notre œuvre) aurait toute la compétence scientifique nécessaire, et une autorité internationale comparable à celle de l'*Association des Académies*. En outre, sa décision, qui ferait loi pour toutes les Sociétés adhérentes, s'imposerait par là même à tous les peuples, pour peu que la *Délégation* compte en chaque pays des adhésions aussi nombreuses et aussi importantes que celles qu'elle possède dès maintenant en France. D'une manière ou d'une autre, le problème sera pratiquement résolu ; car, il ne faut pas l'oublier, c'est avant tout d'un problème *pratique* qu'il s'agit. Nous ne savons pas, nous ne voulons pas savoir quelle sera la langue adoptée ; il importe sans doute qu'elle soit la meilleure possible, c'est-à-dire avant tout la plus simple et la plus facile ; mais cela n'est qu'une question secondaire ; le problème essentiel est celui-ci : « assurer à une telle langue, quand même elle ne serait pas la meilleure, le privilège de l'exclusivité » (H. SCHUCHARDT). La meilleure langue sera, pour nous, celle qui pourra être adoptée d'un commun accord par tous les peuples civilisés. Ce n'est donc pas un problème *purement* théorique dont la discussion puisse s'éterniser sans inconvénient ; et les « intéressés » dont nous sommes délégués ne sont pas disposés à attendre un siècle une solution, dût-elle être plus parfaite ; si nous en croyons leurs vœux impatientes et pressants, c'est dans l'espace d'une génération que nous devons aboutir à une solution définitive, sans nous égarer à la poursuite d'une perfection peut-être chimérique. La langue auxiliaire ne sera probablement pas parfaite ; mais, d'abord, elle n'aura pas de peine à être moins imparfaite qu'aucune de nos langues vivantes ; et ensuite, elle devra être susceptible d'un développement et d'un perfectionnement indéfinis, pour pouvoir suivre les progrès des sciences et de l'esprit humain.

Je n'ai pas à prévoir les objections qui pourront m'être adressées ici ; mais je puis dire que toutes celles qui nous ont été adressées depuis quatre ans paraissent toujours d'une conception trop étroite et unilatérale de la question. Tel

ne voit que les besoins des publications scientifiques, et demande qu'on reistregne à trois ou quatre le nombre des langues admises pour ces publications ; tel autre ne voit que les besoins des Congrès internationaux, et, constatant qu'on parvient tout de même à s'y entendre (tant bien que mal), déclare inutile l'introduction d'une langue nouvelle. Les lettrés ne veulent voir dans les langues qu'un instrument de culture littéraire, un moyen de s'initier à la pensée et de s'assimiler l'âme d'un peuple : comme si la plupart de ceux qui apprennent l'anglais le faisaient pour pouvoir lire Shakespeare ; ou comme s'il était impossible de connaître Ibsen ou Tolstoï sans les lire dans le texte original ! Enfin les patriotes à courte vue, à quelque pays qu'ils appartiennent, prétendent que leur langue nationale est la langue internationale, la seule admissible, et qu'en proposant l'adoption d'une langue neutre on porte atteinte à la diffusion et au prestige de leur langue ; mais ils se réfutent les uns les autres, puisqu'il est impossible d'arriver à une entente si chaque peuple préconise sa propre langue comme langue auxiliaire.

Du reste, c'est méconnaître la portée universelle et humaine de notre œuvre que d'y introduire des préoccupations d'ordre politique et national, un esprit mesquin de concurrence et de jalousie. C'est pourquoi elle n'a pas de plus grands ennemis, je dirai même : elle n'a pas d'autres ennemis que l'amour-propre et l'égoïsme : égoïsme aristocratique du lettré dilettante et polyglotte, qui, tout fier de posséder plusieurs langues, s'inquiète peu de savoir si d'autres, moins privilégiés, ont la faculté ou le loisir d'acquérir ce luxe coûteux ; égoïsme professionnel du spécialiste qui, cantonné dans son domaine étroit, ne comprend pas les besoins matériels et moraux des travailleurs d'une autre classe ; égoïsme national enfin, qui prétend imposer de gré ou de force l'usage de sa langue aux autres nations. Ce n'est pas à des philosophes qu'il sera nécessaire de dire : « Elargissez vos esprits et vos cœurs, pour embrasser la totalité des intérêts intellectuels et moraux qui sont en jeu dans cette question, et la totalité des conditions du problème. » Ce n'est pas vous qui pourrez répondre, comme certains Congrès de spécialistes : « La question n'est pas de ma compétence, elle ne relève pas de ma spécialité », s'il est vrai que la philosophie n'est pas une spécialité. Quand même la question ne vous intéresserait pas personnellement, dans l'exercice de votre profession, elle doit vous intéresser comme philosophes et comme hommes « à qui rien d'humain ne doit être étranger » ; car c'est une question morale et sociale dont la solution est de la plus haute importance pour l'avenir de la civilisation et de l'humanité. On a éloquentement développé, ici même, l'opposition de la « culture » à la nature ; sans vouloir rouvrir ce grand débat, je puis dire que la langue internationale est un desideratum de la culture moderne (*eine Kulturaufgabe*). Pensez à ces millions d'hommes qui n'ont pas, qui n'auront jamais le temps et le moyen d'apprendre les langues étrangères, comme l'élite intellectuelle à laquelle vous appartenez, et qui néanmoins aspirent à la culture ; pensez que l'on ne peut acquérir aujourd'hui cette culture qu'en sortant des frontières intellectuelles et morales où nous enferme la diversité des langues ; et pensez enfin que vous avez un devoir d'aïnesse envers vos frères-hommes (*Mitmenschen*), le devoir de leur permettre de s'élever à cette culture

et de les y aider, en les affranchissant de la fatalité historique qui pèse sur eux, et que la légende a symbolisée par la tour de Babel. S'il est vrai que l'homme peut, dans une certaine mesure, diriger et corriger la nature, qu'il peut modifier l'évolution en en prenant connaissance et en y insérant l'action de sa volonté éclairée par la science; s'il est vrai que la « culture » consiste précisément à superposer, sinon à opposer l'activité réfléchie et raisonnable de l'homme à l'activité spontanée et inconsciente de la nature, nous pouvons adopter une langue plus simple, plus régulière et plus parfaite qu'aucune de celles que l'humanité ignorante et aveugle du passé nous a léguées; et dès lors nous avons le devoir de collaborer à cette œuvre, qui constituera un progrès décisif de la civilisation.

Comme conclusion pratique, j'ai l'honneur de proposer au Congrès de bien vouloir :

1° Adhérer à la *Délégation pour l'adoption d'une langue auxiliaire internationale* en approuvant la *Déclaration* qui résume son programme (M. Couturat en lit les principaux articles en français et en allemand);

2° Renouveler le mandat de délégué que je tiens du premier *Congrès international de Philosophie*;

3° Elire un délégué nouveau, qui le représentera spécialement dans la *Délégation*, et qui, autant que possible, ne soit pas de langue française, afin de mieux affirmer le caractère international et neutre de la *Délégation*.

M. Ernest Naville (Genève). -- La nécessité d'une langue internationale est pour moi, depuis un grand nombre d'années, l'objet d'une conviction ardente. Après avoir étudié le projet d'adopter le latin, puis le projet d'adopter le grec, j'en suis venu à l'idée que le mieux serait d'adopter une langue artificielle plus simple et d'une acquisition plus facile que les langues naturelles. Ayant appris que Max Müller avait parlé favorablement de ce projet, j'en ai écrit à cet illustre savant qui, peu de temps avant sa mort, m'a confirmé que son opinion était que la composition d'une langue artificielle très simple était une entreprise fort raisonnable et que, des nombreuses tentatives faites dans ce sens, l'Esperanto était ce qu'il y avait de mieux. Max Müller, avant de quitter ce monde, a donné une preuve publique de son opinion, en acceptant le titre de membre honoraire de la Société pour la propagation de l'Esperanto.

M. Stein (Berne). — Die Universalsprache ist eine Forderung von Leibniz (*Characteristica universalis*). Und Couturat, der Leibnizforscher, hat in einer Art von Profundunion die Lebensforschung mit der Universalsprache vereinigt. Aehnlich wie die sozialen Probleme uns nicht mehr von oben herab diktiert werden, sondern von unten herauf ihre Formel erhalten, wird es auch mit der Universalsprache geschehen. Erst schafft der Volksgeist das Sprachinstinkt, die Sprache, und hinterher geben ihr die Gramatiker die Form. Es muss die Universalsprache von Gelehrten, Philologen u. s. w. *geschaffen* werden.

Le Congrès adopté les trois propositions de M. Couturat à l'unanimité (la première par assis et levé, les deux autres par acclamation). Sur la proposition de

M. Millioud, président, il élit comme délégué M. LUDWIG STEIN, professeur de l'Université de Berne, membre de l'Académie hongroise des Sciences, directeur de l'*Archiv für Philosophie*.

M. Couturat remercie le Congrès des décisions qu'il vient de prendre, et qui sont pour lui un précieux encouragement. Il invite tous les membres du Congrès à contribuer, chacun dans sa sphère et selon ses moyens, au succès de l'entreprise, en la faisant connaître autour d'eux et en lui gagnant de nouvelles adhésions.

